

Pour une Suisse sûre à long terme

Factsheet politique de sécurité

La guerre d'agression du Kremlin contre l'Ukraine marque un point de bascule : la politique de puissance est définitivement de retour en Europe. Cela a des conséquences pour la politique de sécurité de notre pays. Celle-ci doit être donc adaptée aux nouvelles réalités. En effet, la sécurité fait partie des conditions de base pour la liberté et pour un cadre de vie et économique prospère. Pour le PLR, il est clair que la politique de défense doit se concentrer sur les nouvelles menaces, que les compétences et la part de prestations propres doivent être nettement augmentées, que la coopération en matière de défense doit être renforcée et que la pérennité de l'approvisionnement doit être garantie. De plus, la marge de manœuvre liée au concept de neutralité doit être utilisée dans ces buts tout en maintenant le cœur juridique. La majorité de la population suisse est favorable à une armée de milice forte, bien formée et bien équipée.

1 Défis externes

- › Situation sécuritaire en Europe : alors que l'on croyait que cette page de l'histoire était tournée, la guerre est toujours utilisée comme instrument de lutte de pouvoir au cœur de l'Europe. Cette situation engendre plus d'insécurité, donc potentiellement plus de migration et entraîne des conséquences économiques négatives et probablement durables.
- › Négligence en matière de politique de sécurité depuis la chute du mur de Berlin, tant sur le plan financier que sur la capacité opérationnelle de notre armée. Il s'agit maintenant de remplir pleinement, dans un délai très court, le mandat constitutionnel consistant à protéger la liberté, la sécurité et l'indépendance du pays (art. 2 Cst.).
- › Instabilité internationale : nous sommes au cœur d'une confrontation mondiale de différents systèmes de valeurs, dont les conséquences et les implications pour le monde sont encore imprévisibles. Il est cependant déjà clair qu'il s'agit de défendre nos valeurs et nos intérêts dans un monde de plus en plus instable.
- › Extension des zones d'opération : en plus des terrains classiques que sont l'air, le sol, le maritime, l'espace, le cyberspace prend de l'importance et ainsi s'ouvre une nouvelle zone de conflit dans laquelle la sécurité de l'État, et de la société est menacée.

2 Nos revendications

Politique de défense

- › Identifier clairement les risques en matière de politique de sécurité : la politique d'agression de la Russie menace l'Europe et le fondement de nos valeurs démocratiques, l'État de droit et le droit international public.
- › Mieux anticiper et gérer les crises : Il est indispensable d'obtenir des informations suffisamment tôt de la part des services de renseignement. La cellule de gestion de crise doit être optimisée.
- › Orienter la politique de sécurité suisse vers les nouvelles menaces et moderniser l'armée en détectant ses lacunes en matière de capacités. La structure de l'armée doit être remodelée et l'objectif fixe de 100'000 militaires augmenté à 120'000.
- › Imposer une augmentation des moyens en portant le budget à 7 milliards de francs. Les projets d'armement doivent être accélérés et les mises hors services réévaluées.

- › Développer la coopération en matière de défense avec l'OTAN et abandonner l'idée selon laquelle la Suisse pourrait se protéger de manière autonome :
- › Rester à la pointe de la technologie et réduire ainsi notre dépendance vis-à-vis des autres pays en matière de politique d'armement.
- › Défendre la neutralité armée et permettre la réexportation de matériel de guerre (sous certaines conditions)

Protection de la population et protection civile

- › Renforcer la protection de la population et de la protection civile par l'allocation de ressources humaines et financières suffisantes et mieux ciblées
- › Replacer en tant qu'enjeu prioritaire l'entretien et l'accès aux installations d'urgence et garantir l'information de la population quant à celles-ci

Engagement international

- › Adopter une conception flexible et moderne de la neutralité, tout en conservant son essence juridique, afin de la mettre au service de la sécurité nationale.
- › Prendre clairement position en cas de violations du droit international et soutenir solidairement les sanctions de l'ONU, de l'OSCE et de ses partenaires commerciaux.
- › Poursuivre et intensifier l'engagement de la Suisse dans le domaine de la promotion de la paix au sein d'instances multilatérales. Ses compétences en matière de médiation et bons offices doivent être mieux valorisées et intensifiées.
- › Développer la promotion militaire de la paix de manière ciblée afin de servir les intérêts de la Suisse en matière de politique extérieure et de sécurité

Technologie et cybersécurité

- › Améliorer la cyber-résilience de l'État : il est de la responsabilité de la Confédération de veiller à ce que ses propres systèmes civils soient protégés des cyberattaques.
- › Renforcer les cybercapacités de l'armée : la cybermenace a créé un nouvel espace de possibilités qu'il faut défendre en cas de conflit.

Sécurité de l'approvisionnement

- › Vérifier le stockage des réserves afin de ne pas revivre le cas de la pandémie de Covid-19, où les stocks (p. ex. éthanol) étaient insuffisants ou inexistantes.
- › Diversifier les partenaires commerciaux des biens et services critiques : en temps de crise, la chaîne d'approvisionnement peut être rapidement interrompue. Cela concerne aussi la sécurité de l'approvisionnement alimentaire
- › Garantir la sécurité énergétique : une pénurie d'électricité est l'une des menaces les plus importantes pour la Suisse. Le PLR propose ses solutions dans la résolution [« Moins de slogans, plus de courant »](#)
- › Rendre le réseau de télécommunications résistants aux crises. Un système moderne de suivi de la situation doit être mis à la disposition des organisations de secours.

3 Succès du PLR. Les Libéraux-Radicaux

- › Succès de la campagne du PLR en faveur de l'acquisition de nouveaux avions de combat. Au cours de la session d'été 2022, un crédit d'engagement de 9.3 milliards de CHF a été approuvé pour l'achat de ces avions mais également pour l'acquisition d'un nouveau système de défense anti-aérien.
- › Aide rapide aux réfugiés soutenue par le PLR faisant suite à la déclaration d'urgence du Conseil fédéral début 2022 après l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Activé pour la première fois depuis son introduction en 1998, le statut de protection S permet d'assurer un accueil humanitaire temporaire des réfugiés de guerre.